

Brochure n° 3015

Convention collective nationale

IDCC : 1561. – **CORDONNERIE**

AVENANT N° 20 DU 23 JANVIER 2007

RELATIF AUX SALAIRES 2007

NOR : *ASET0750516M*

IDCC : 1561

Entre :

La fédération française de la cordonnerie et du multiservice (FFCM), ex-fédération nationale des cordonniers de France (FNCF) ;

Le syndicat des réparateurs industriels de la chaussure (SRIC),

D'une part, et

La fédération textile, habillement, cuir et industries connexes CFTC ;

La fédération du personnel d'encadrement de la production, de la transformation, de la distribution et des services et organismes agroalimentaires et des cuirs et peaux CFE-CGC ;

La fédération des industries de l'habillement, du cuir et du textile CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le salaire minimum national professionnel est fixé à 5,431 € pour le coefficient 100 auquel il faut ajouter 0,666 € pour le coefficient 145 et 0,222 € pour le coefficient 150. Le barème des minima est en conséquence fixé comme suit.

Les salaires minima bruts mensuels sont fixés pour une durée mensuelle de travail de 151,666 heures pour 35 heures hebdomadaires effectivement travaillées.

CATÉGORIE	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE BRUT mensuel
Employés. – Ouvriers				
I	1	140	8,270	1 254,28
	2	145	8,319	1 261,69
II	1	150	8,369	1 269,25
	2	155	8,418	1 276,77
III	1	165	8,961	1 359,14
Employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise				
IV	1	180	9,776	1 482,70
	2	200	10,862	1 647,40
V	1	220	11,948	1 812,18
VI	1	240	13,035	1 976,93
Cadres				
VII	1	270	14,664	2 224,04
VIII	1	300	16,293	2 471,16
	2	320	17,379	2 635,80

Le salaire brut mensuel prend en compte l'ensemble des éléments légaux, conventionnels et usuels des salaires bruts qu'elles qu'en soient la nature et la périodicité.

Ces salaires sont des bases nationales et les salaires réels peuvent se déterminer au niveau de chaque entreprise.

La commission nationale se réunira une fois par an, à la demande de la partie la plus diligente, pour examiner le salaire de base national professionnel.

Article 2

Les parties signataires conviennent de se revoir en juillet prochain après l'augmentation du SMIC.

Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2007 après respect des délais prévus en matière de droit d'opposition.

Article 4

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités de dépôt conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 5

Les parties signataires demandent au ministre de l'emploi, de la cohésion et du logement d'étendre le présent accord.

Fait à Paris, le 23 janvier 2007.

(Suivent les signatures.)